

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE

2022-2023

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2022



Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	3
1.0 Importance relative	3
2.0 Profil de la Société	3
3.0 Indicateurs de rendement opérationnel	5
4.0 Gestion des risques	6
5.0 Résultats financiers	6
6.0 Perspectives de CDC	16
ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS	17

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2022 de Construction de Défense Canada (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2022.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2021-2022* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du troisième trimestre renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2022. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2021. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2022. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2021. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2022.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de Défense Canada (CDC ou la Société) est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets liés à l'infrastructure de défense et à l'environnement. Son mandat premier est de répondre aux besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprise de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.



Services des marchés

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

Services de gestion des marchés

L'équipe des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

Services environnementaux

L'équipe des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

Services de gestion des projets et des programmes

L'équipe des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes et le contrôle des calendriers et de la documentation.

Services de gestion des biens immobiliers

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace des infrastructures du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique tout au long du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛT DE LA PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur a d'abord été établi pour mesurer le coût de la prestation des services de CDC à ses clients-partenaires, par rapport à la taille du programme d'infrastructure et d'environnement fourni par CDC. Au cours des dernières années, le MDN a demandé à CDC de lui fournir davantage de services non liés à un programme. Par conséquent, CDC a révisé le coût de la prestation de ses services et, à compter de l'exercice 2022-2023, ce coût comprend seulement les produits tirés des services liés à des programmes, y compris la Gestion des contrats, la Gestion des projets et des programmes et les Services des marchés. CDC s'attend à ce que ces coûts continuent d'être de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses de programme réelles des clients-partenaires.

Pour ce qui est du cumul de l'exercice à ce jour, le coût de la prestation de services liés aux programmes était de 12 %, en hausse d'un point de pourcentage par rapport à 2021-2022. Cette augmentation est due à un déploiement plus lent du programme du MDN que celui du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent, ainsi qu'à une hausse prévue des taux de facturation et à une hausse de la demande de services liés à des programmes, ce qui a entraîné une augmentation des produits.

3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

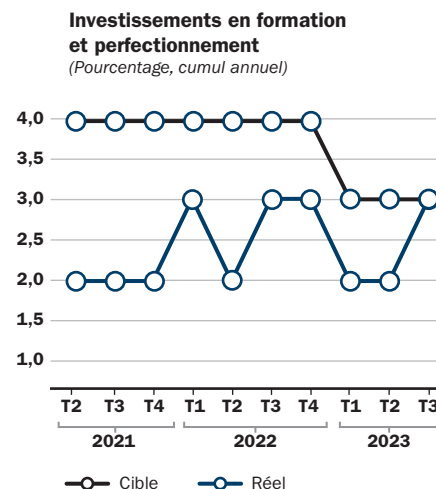
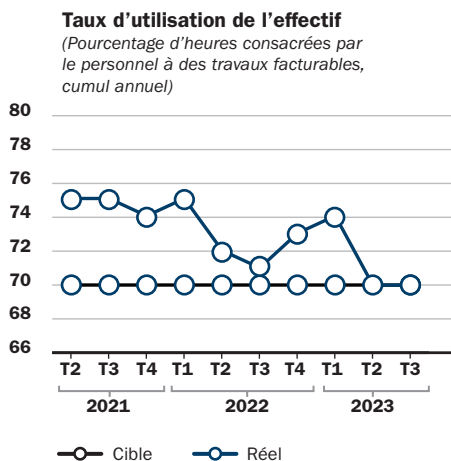
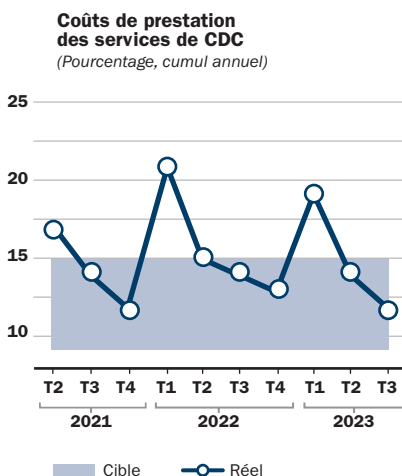
Le taux d'utilisation de l'effectif correspond au nombre d'heures de travail directement consacrées à la prestation de services pouvant être facturées aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou à des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un précieux outil de gestion financière.

La Société vise à recouvrer 70 % des heures travaillées par ses employés auprès des clients-partenaires. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, le taux d'utilisation était de 70 %, soit une baisse d'un point de pourcentage par rapport à la même période de 2021-2022. La baisse est principalement attribuable au plus grand nombre de jours de congé pris par les employés pendant cette période, en raison de la levée des restrictions liées à la pandémie à la grandeur du Canada, ainsi qu'à des initiatives stratégiques non génératrices de produits.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à fournir des services efficaces au MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif d'entreprise clé. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2022-2023, CDC a ramené son objectif global annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 4 % à 3 % de la masse salariale de base en raison de la baisse prévue des frais de déplacement liés à la formation découlant de l'augmentation prévue de la formation virtuelle.

Pour l'exercice à ce jour, le pourcentage réel s'est établi à 3 %, inchangé par rapport à la même période de 2021-2022. La quantité de formation dispensée est fonction de l'effort nécessaire pour élaborer et proposer des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement des diverses régions. Les activités de formation sont maintenant revenues à la normale, les restrictions liées à la pandémie ayant été levées et le modèle de prestation étant passé à un environnement hybride.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2021-2022* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 38 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 2 millions de dollars, soit environ 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, les produits tirés des services facturés s'élevaient à 116 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars, soit environ 7 %, par rapport à la période correspondante

de l'exercice précédent. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services de la part des clients-partenaires combinée à une majoration des taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés. Pour l'exercice à ce jour, CDC a versé en tout 719 millions de dollars aux entrepreneurs pour le compte de ses clients-partenaires, soit 6 % de moins que pour la même période de 2021-2022. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2022-2023 soit comparable à celui de 2021-2022.

Produits, par secteur d'activité <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Gestion des marchés	15 682 \$	14 639 \$	1 043	7 %	48 373 \$	43 642 \$	4 731	11 %
Gestion des projets et des programmes	9 745	9 815	(70)	-1 %	28 657	29 898	(1 241)	-4 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	4 304	3 452	852	25 %	13 097	10 466	2 631	25 %
Passation de marchés	3 013	2 882	131	5 %	9 288	8 805	483	5 %
Soutien technique en matière de construction	2 916	3 061	(145)	-5 %	7 964	8 715	(751)	-9 %
Soutien technique en matière d'environnement	2 782	2 572	210	8 %	8 552	7 030	1 522	22 %
Total des produits tirés des services facturés	38 442 \$	36 421 \$	2 021	6 %	115 931 \$	108 556 \$	7 375	7 %

Gestion des marchés

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 7 % pour le troisième trimestre et de 11 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 4 et 8 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation). L'accroissement de la demande rend compte de la variabilité des services requis par les clients-partenaires

à mesure que les projets progressent de la Gestion des projets et des programmes et de la Passation de marchés à la Gestion des marchés.

Gestion des projets et des programmes

Les produits tirés de la gestion des projets et des programmes ont baissé de 1 % au troisième trimestre et de 4 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses par rapport aux périodes précédentes sont imputables à la baisse de la demande des

clients-partenaires, partiellement compensée par la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière de biens immobiliers

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 25 % à la fois au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représentait 22 points de pourcentage de chaque augmentation) et de la majoration des taux de facturation (qui représentait 3 points de pourcentage de chaque augmentation).

Passation de marchés

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 5 % à la fois au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage de chaque augmentation) et de l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires (qui correspond à 2 points de pourcentage de chaque augmentation).

Soutien technique en matière de construction

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont diminué de 5 % au troisième trimestre et de 9 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution est imputable à la baisse de la demande des clients-partenaires, partiellement compensée par la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage de chaque diminution).

Soutien technique en matière d'environnement

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 8 % au troisième trimestre et de 22 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande (qui représente respectivement 5 et 19 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, que la Société dégage des placements et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 401 000 \$, ou environ 326 %, au troisième trimestre, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont augmenté de 805 000 \$, ou 235 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses pour les deux périodes sont attribuables à un taux de rendement plus élevé au cours de la période considérée du fait de la hausse des taux d'intérêt.

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Produits financiers	524 \$	123 \$	401	326 %	1 147 \$	342 \$	805	235 %



5.2 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 28 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 2 millions de dollars, ou d'environ 6 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 84 millions de dollars, en hausse de 8 millions de dollars, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement le fait d'une hausse d'environ 7 %, ou 79 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, découlant du raffermissement de la demande des clients-partenaires. L'augmentation restante est liée à des augmentations salariales annuelles prévues, liées au coût de la vie et à la rémunération au rendement.

Au troisième trimestre, les charges sociales ont totalisé 7 millions de dollars, en hausse de 577 000 \$, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales ont totalisé 21 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par la croissance de l'effectif de la Société, légèrement contrebalancée par une baisse du coût des avantages sociaux futurs.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Salaires	28 403 \$	26 670 \$	1 733	6 %	84 469 \$	76 633 \$	7 836	10 %
Charges sociales	7 211	6 634	577	9 %	21 445	19 595	1 850	9 %
Total des salaires et charges sociales	35 614 \$	33 304 \$	2 310	7 %	105 914 \$	96 228 \$	9 686	10 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	25 %			25 %	26 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont totalisé 3 millions de dollars au troisième trimestre, soit une hausse de 777 000 \$, ou environ 29 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration totalisent 9 millions de dollars, soit une hausse de 2 millions de dollars, ou 23 %. Divers facteurs ont influé sur ces charges.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%	
Matériel informatique	556 \$	19 \$	537	2 826 %	581 \$	26 \$	555	2 135 %	Les augmentations sont imputables à des achats ponctuels d'accessoires informatiques précédemment loués.
Services infonuagiques	511	477	34	7 %	1 411	1 394	17	1 %	Ces augmentations sont imputables à la hausse des coûts associés à la gestion des services infonuagiques et à l'introduction de logiciels mobiles de gestion des marchés pour répondre à la demande des clients-partenaires.
Entretien de logiciels	418	303	115	38 %	1 242	958	284	30 %	Ces augmentations sont dues à un effectif plus élevé en raison de la hausse de la demande de services de la part des clients-partenaires et de l'achat de nouveaux outils de collaboration virtuels et de soutien à la conception de logiciels.
Formation et perfectionnement des employés	330	221	109	49 %	620	424	196	46 %	Les augmentations sont la conséquence du retour progressif à la formation en personne une fois levées les restrictions liées à la COVID-19.
Charges opérationnelles liées aux installations louées	260	251	9	4 %	688	675	13	2 %	Ces augmentations s'expliquent par la hausse des charges opérationnelles liées aux installations louées attribuable au retour au bureau d'un plus grand nombre d'employés découlant de la levée des restrictions liées à la COVID-19.
Services professionnels	199	468	(269)	-57 %	906	1 059	(153)	-14 %	Ces baisses sont dues à des initiatives ponctuelles de gestion des ressources humaines achevées au cours de la période précédente.
Déplacement	193	13	180	1 385 %	416	19	397	2 089 %	Ces augmentations sont le résultat du retour progressif des voyages d'affaires aux niveaux antérieurs à la COVID-19.



(SUITE)

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation	
	(en milliers de dollars)	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$		%
Services, fournitures et matériel de bureau		185	148	37	25 %	490	304	186	61 %	Les augmentations sont liées au retour au bureau des employés, ainsi qu'à la hausse des coûts d'assurance des biens et d'assurance responsabilité civile.
Communications téléphoniques et données		166	200	(34)	-17 %	565	589	(24)	-4 %	Ces baisses s'expliquent par la diminution des coûts des téléphones cellulaires et des lignes fixes en raison du passage aux réunions virtuelles et à la réduction du nombre de lignes fixes dans les bureaux.
Location d'équipement		139	298	(159)	-53 %	688	807	(119)	-15 %	Les baisses sont imputables à l'achat par la Société, de tous les périphériques précédemment loués.
Mobilier et équipement		115	67	48	72 %	140	158	(18)	-11 %	L'augmentation au troisième trimestre est due à l'achat de postes de travail supplémentaires et à la modernisation de la salle de conférence dans un bureau régional et des installations de collaboration dans un autre bureau régional. La baisse depuis le début de l'exercice est le fait de l'achèvement des rénovations des bureaux au cours de la période précédente.
Recrutement		96	11	85	773 %	161	61	100	164 %	Les augmentations sont attribuables à la hausse de la demande de services de recrutement externes.
Services et communications clients		92	61	31	51 %	320	281	39	14 %	Ces augmentations s'expliquent par l'achèvement d'un plus grand nombre d'initiatives de communication et d'autres initiatives de promotion de l'image de marque autochtone, y compris l'élaboration de l'identité visuelle du programme Relations progressistes avec les Autochtones.

(SUITE)

	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation		Analyse de la variation
	(en milliers de dollars)	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	
Réinstallation de personnel	60	22	38	173 %	174	109	65	60 %	Ces hausses sont principalement attribuables à la création de la nouvelle Région du Pacifique et à des rôles de direction clés dans d'autres régions.
Accueil	56	12	44	367 %	101	23	78	339 %	Ces augmentations sont attribuables au retour progressif des employés au travail, qui accroît la collaboration en personne.
Abonnements et adhésions	22	18	4	22 %	68	71	(3)	-4 %	Les variations sont négligeables.
Autres	9	7	2	29 %	17	14	3	21 %	Les variations sont négligeables.
Affranchissement et transport de marchandises	8	6	2	33 %	21	20	1	5 %	Les variations sont négligeables.
Logiciels	3	40	(37)	-93 %	74	98	(24)	-24 %	Les baisses sont dues à la diminution de la demande de licences de logiciels.
Améliorations locatives	1	—	1	—	12	7	5	71 %	Les augmentations sont attribuables aux rénovations d'un bureau régional.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 419	\$ 2 642	\$ 777	29 %	8 695	\$ 7 097	\$ 1 598	23 %	



DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 4 %, ou 20 000 \$, au troisième trimestre, et a augmenté de 0,2 %, ou 3 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 14 %, ou 17 000 \$, au troisième trimestre, et a augmenté de 6 %, ou 18 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à il y a un an. La baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles au troisième trimestre est imputable à la cession de certains articles au cours de l'exercice précédent. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué

de 1 %, ou 4 000 \$, au troisième trimestre et a diminué de 2 %, ou 23 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, principalement en raison de la résiliation de contrats de location de photocopieurs au dernier trimestre de 2021-2022. La baisse depuis le début de l'exercice est également le fait de l'amortissement des coûts de rénovation engagés au cours de la période précédente. L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 20 %, ou 1 000 \$, au troisième trimestre et de 89 %, ou 8 000 \$, pour l'exercice à ce jour, en raison de l'achat d'autres logiciels.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	331 \$	335 \$	(4)	-1 %	992 \$	1 015 \$	(23)	-2 %
Amortissement des immobilisations corporelles	106	123	(17)	-14 %	319	301	18	6 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	6	5	1	20 %	17	9	8	89 %
Total de la dotation aux amortissements	443 \$	463 \$	(20)	-4 %	1 328 \$	1 325 \$	3	0 %

5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

La perte nette et la perte globale au trimestre considéré ont été de 558 000 \$, comparativement à un bénéfice net de 80 000 \$ au troisième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la Société a réalisé un résultat net de 1 million de dollars, par rapport à un résultat net de 4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat net des deux périodes est imputable à l'augmentation des charges opérationnelles, ainsi qu'à la croissance de la masse salariale, à une augmentation des ETP et à l'augmentation annuelle

des salaires, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des produits attribuable à la demande croissante de la part des clients-partenaires. La hausse des coûts liés aux déplacements, à l'entretien des logiciels, ainsi qu'aux besoins en matière de matériel informatique et de bureau est liée à l'augmentation des ETP, ainsi qu'à la levée des restrictions liées à la COVID-19.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Résultat net et résultat global	(558) \$	80 \$	(638)	*	992 \$	4 076 \$	(3 084)	-76 %

*La variation est négligeable.

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2021-2022*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 58 millions de dollars au 31 décembre 2022, en hausse de 1 million de dollars, ou 1 % par rapport au 31 mars 2022.

Au 31 décembre 2022, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 38 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou 2 %, par rapport au 31 mars 2022. Au cours de la période de neuf mois qui a suivi le 31 mars 2022, la Société a dégagé 2 millions de dollars de trésorerie de ses activités opérationnelles, consacré 156 000 \$ aux dépenses d'investissement, tiré 1 million de dollars du rachat de placements, réinvesti 1 million de dollars dans de nouveaux placements, et remboursé 953 000 \$ d'obligations locatives.

Au 31 décembre 2022, le solde de trésorerie global de CDC était supérieur à la fourchette ciblée pour ses réserves de trésorerie liées aux activités opérationnelles de 26 à 34 millions de dollars pour 2022-2023, en raison de l'augmentation de la demande des clients-partenaires et de dépenses inférieures aux prévisions.

Au 31 décembre 2022, les placements (courants et non courants) totalisaient 21 millions de dollars, en hausse de 143 000 \$, ou 1 %, par rapport à la clôture de 2021-2022. L'augmentation s'explique

par l'acquisition d'un certificat de placement garanti et a été contrebalancée par le rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 31 décembre 2022, les créances clients totalisaient 29 millions de dollars, en hausse de 12 millions de dollars, ou 72 %, par rapport au 31 mars 2022. La hausse tient surtout à l'augmentation des produits provenant du MDN et du délai de recouvrement de ces créances. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 30 millions de dollars au 31 décembre 2022, en hausse de 11 millions de dollars, ou 60 %, par rapport au 31 mars 2022. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'augmentation des produits différés et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	31 décembre 2022	31 mars 2022	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 518 \$	36 918 \$	600	2 %
Placements	20 743	20 600	143	1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	58 261 \$	57 518 \$	743	1 %
Créances clients	28 689 \$	16 676 \$	12 013	72 %
Passifs courants	29 700 \$	18 593 \$	11 107	60 %



5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie et des indemnités de retraite pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Le programme de congés de maladie est réduit depuis avril 2022. La banque actuelle de congés de maladie accumulés des employés a été gelée et pourra être utilisée à l'avenir. Le régime de congés de maladie a été remplacé par un régime de prestations

d'invalidité de courte durée. Au 31 décembre 2022, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 35 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars, ou environ 6 %, par rapport au 31 mars 2022.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (1 million \$) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (1 million \$) étaient supérieurs aux primes au titre des avantages du personnel (500 000 \$).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au		Variation	
	31 décembre 2022	31 mars 2022	\$	%
Partie courante	1 900 \$	1 803 \$	97	5 %
Partie non courante	33 286	31 529	1 757	6 %
Total des avantages du personnel	35 186 \$	33 332 \$	1 854	6 %

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 101 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 68 000 \$, ou 206 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable au début des travaux d'amélioration locative dans un bureau régional, à la réévaluation annuelle des actifs au titre de droits d'utilisation et à l'achat d'équipement audiovisuel. En cumul annuel, les dépenses

d'investissement totalisent 173 000 \$, en baisse de 80 %, ou de 695 000 \$, principalement en raison de deux grandes dépenses engagées en 2021-2022 : les coûts d'améliorations locatives ponctuels pour les rénovations au siège social et le renouvellement d'un contrat de location de bureau régional.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Matériel informatique	— \$	— \$	—	—	— \$	124 \$	(124)	-100 %
Mobilier et équipement	12	—	12	—	72	104	(32)	-31 %
Améliorations locatives	82	—	82	—	82	151	(69)	-46 %
Immobilisations incorporelles	—	33	(33)	-100 %	12	33	(21)	-64 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	7	—	7	—	7	456	(449)	-98 %
Total des dépenses d'investissement	101 \$	33 \$	68	206 %	173 \$	868 \$	(695)	-80 %

5.7 RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le tableau suivant compare les résultats réels de la Société au troisième trimestre de 2022-2023 avec les projections du Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société sont inférieurs aux résultats prévus dans le Plan.

Les produits tirés des services facturés sont de 7 % inférieurs à ceux prévus dans le Plan. Cette baisse s'explique par une demande plus faible que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouvrés à cet égard sont de 28 % supérieurs à ceux du Plan, en raison du retour progressif des déplacements aux niveaux pré-COVID-19.

Les produits financiers sont de 206 % plus élevés que prévu dans le Plan, en raison de la hausse des taux d'intérêt et d'un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevé que prévu.

Les salaires et charges sociales sont de 1 % inférieurs aux projections du Plan en raison de coûts d'avantages du personnel moins élevés que prévu.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 25 % inférieurs aux projections. Cette baisse est principalement attribuable aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés, aux calendriers des services professionnels et aux services d'informatique en nuage.

La dotation aux amortissements est de 2 % inférieure aux projections du Plan, en raison d'un retard dans la signature du bail du Bureau régional du Pacifique.

Le résultat net est de 4 millions de dollars de moins que prévu dans le Plan, principalement en raison de la baisse de la demande de services. Cette baisse a été compensée en partie par les salaires et les charges opérationnelles et frais d'administration plus faibles que prévu.

Les dépenses d'investissement sont de 31 % inférieures aux projections, en raison de différents facteurs : un retard dans la signature du bail du Bureau régional du Pacifique, la prolongation des échéanciers du gouvernement local et le calendrier du projet d'aménagement des bureaux par l'entrepreneur.

	Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits				
Produits tirés des services facturés	115 931	\$ 124 858	\$ (8 927)	-7 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	2 264	1 769	495	28 %
Produits financiers	1 147	375	772	206 %
Produits totaux	119 342	127 002	(7 660)	-6 %
Charges				
Salaires et charges sociales	105 914	107 171	(1 257)	-1 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	8 695	11 576	(2 881)	-25 %
Frais de déplacement et décaissements	2 264	1 769	495	28 %
Dotation aux amortissements	1 328	1 354	(26)	-2 %
Charges financières	149	149	—	—
Total des charges	118 350	122 019	(3 669)	-3 %
Résultat net et résultat global	992	4 983	(3 991)	-80 %
Dépenses d'investissement	173	\$ 250	(77)	-31 %



5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2022 ont baissé de 49 millions de dollars, soit 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une mise en œuvre plus lente du programme du MDN par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2022-2023 soit comparable à celui de 2021-2022.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Période de neuf mois close le 31 décembre		Variation	
	2022	2021	\$	%
Ontario	144 959 \$	190 112 \$	(45 153)	-24 %
Québec	127 886	106 215	21 671	20 %
Capitale nationale	122 728	108 433	14 295	13 %
Pacifique	111 018	124 094	(13 076)	-11 %
Ouest	106 732	109 226	(2 494)	-2 %
Atlantique	105 662	130 239	(24 577)	-9 %
Total des charges liées aux marchés	718 985 \$	768 319 \$	(49 334)	-6 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 ACTIVITÉS NORMALES PENDANT LA PANDÉMIE

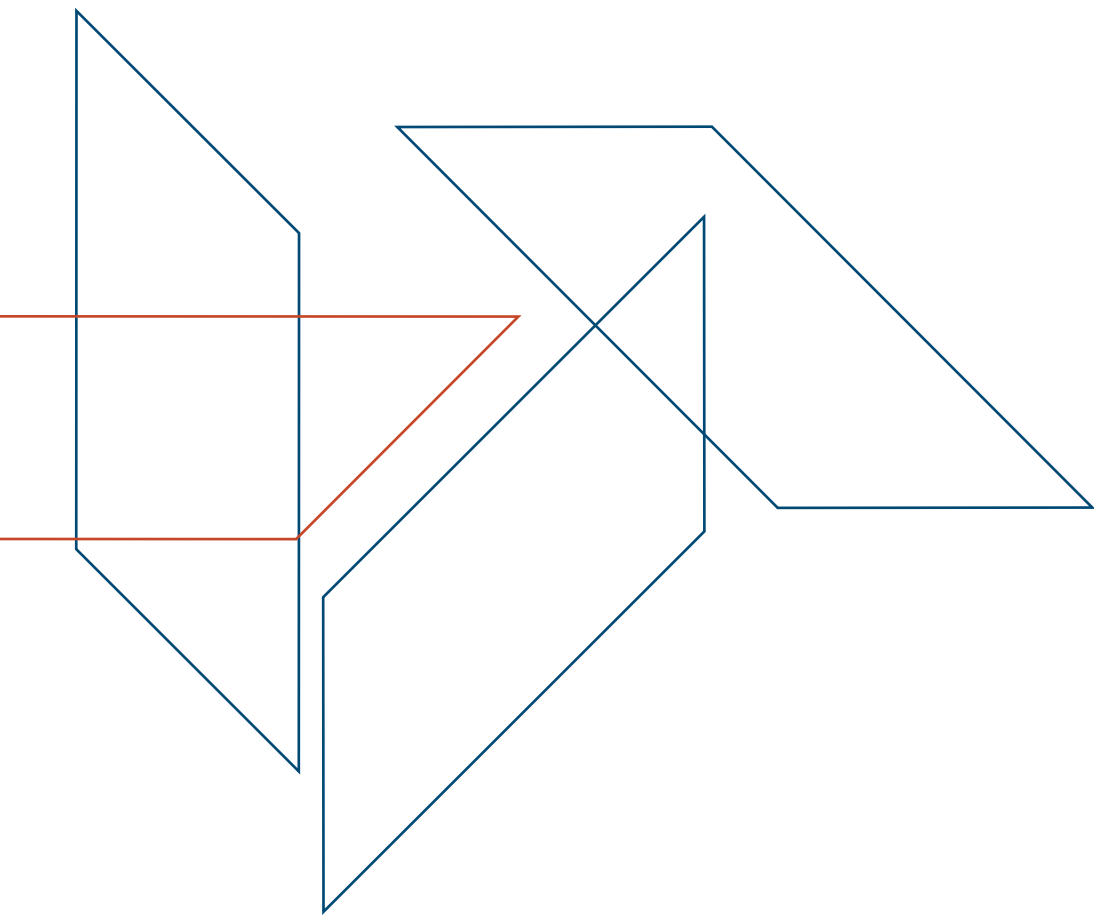
La COVID-19 n'a pas affecté de façon significative les activités de la Société. Alors que la pandémie continue d'évoluer, l'incertitude demeure au sujet des futures vagues d'infections et des interventions gouvernementales. Toutefois, la Société ne croit pas que cela aura une incidence négative sur ses activités, dans la mesure où celles-ci ont été peu perturbées et où sa situation financière est demeurée solide pendant la pandémie de COVID-19.

6.2 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue d'infliger de lourdes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle demeure attentive à l'évolution de la situation et se tient prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Même si les prix des biens et services qu'elle achète ont subi des hausses minimales, la Société continue de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les tensions de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude entourant nos hypothèses concernant l'inflation pour les augmentations futures des salaires et des taux de facturation de nos clients-partenaires et nos hypothèses à long terme concernant notre régime d'avantages du personnel. Toutefois, CDC n'a pas modifié ses hypothèses de 2021-2022, puisque sa vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS



DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés. À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung

Président et premier dirigeant

Marie-Josée Lacombe, CPA

Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada

Le 1^{er} mars 2023

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		31 décembre 2022	31 mars 2022
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		37 518 \$	36 918 \$
Placements	6, 14	3 225	2 134
Produits à recevoir		1 261	—
Créances clients	14	28 689	16 676
Charges payées d'avance et autres actifs		1 319	1 096
Autres créances		1 928	1 793
Actifs courants		73 940	58 617
Placements	6, 14	17 518	18 466
Immobilisations corporelles	7	1 899	2 064
Immobilisations incorporelles		32	37
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	6 048	7 033
Actifs non courants		25 497	27 600
Total de l'actif		99 437 \$	86 217 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	20 332 \$	14 227 \$
Produits différés	9	6 500	1 285
Avantages du personnel	8	1 900	1 803
Obligations locatives	13	968	1 278
Passifs courants		29 700	18 593
Avantages du personnel	8	33 286	31 529
Obligations locatives	13	5 499	6 135
Passifs non courants		38 785	37 664
Total du passif		68 485	56 257
Capitaux propres			
Capital-actions : Autorisé — 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale — émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		30 952	29 960
Total des capitaux propres		30 952	29 960
Total du passif et des capitaux propres		99 437 \$	86 217 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.



ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2022	2021	2022	2021
Produits tirés des services facturés	9	38 442 \$	36 421 \$	115 931 \$	108 556 \$
Frais de déplacement et décaissements recouverts		719	735	2 264	1 682
Produits financiers		524	123	1 147	342
Produits totaux		39 685	37 279	119 342	110 580
Salaires et charges sociales		35 614	33 304	105 914	96 228
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	3 419	2 642	8 695	7 097
Frais de déplacement et décaissements		719	735	2 264	1 682
Amortissement des immobilisations corporelles	7	106	123	319	301
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	331	335	992	1 015
Amortissement des immobilisations incorporelles		6	5	17	9
Charges financières	13	48	55	149	172
Total des charges		40 243	37 199	118 350	106 504
Résultat net et résultat global		(558) \$	80 \$	992 \$	4 076 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Capital-actions	— \$	—	— \$	—
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	31 510	16 450	29 960	12 454
Résultat net et résultat global	(558)	80	992	4 076
Solde à la clôture de la période	30 952 \$	16 530 \$	30 952 \$	16 530 \$
Capitaux propres	30 952 \$	16 530 \$	30 952 \$	16 530 \$



TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
		2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat net		(558) \$	80 \$	992 \$	4 076 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charge au titre des avantages du personnel	8	785	839	2 354	2 514
Avantages du personnel versés	8	(116)	(94)	(500)	(291)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	106	123	319	301
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	331	335	992	1 015
Amortissement des immobilisations incorporelles		6	5	17	9
Amortissement des primes d'investissement		12	12	37	23
Perte à la cession d'immobilisations corporelles		—	1	—	1
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		(9 197)	2 184	(12 013)	(1 894)
Autres créances		(317)	1 731	(135)	(161)
Charges payées d'avance et autres actifs		431	119	(223)	411
Produits à recevoir		(180)	(269)	(1 261)	(1 336)
Fournisseurs et dettes diverses		3 470	4 802	6 095	2 337
Produits différés		104	(649)	5 215	5 443
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(5 123)	9 219	1 889	12 448
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		—	—	(1 200)	(5 942)
Rachat et cession de placements		—	—	1 020	1 925
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(82)	(66)	(144)	(314)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	(33)	(12)	(33)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(82)	(99)	(336)	(4 364)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	13	(321)	(309)	(953)	(1 011)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(321)	(309)	(953)	(1 011)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		(5 526)	8 811	600	7 073
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		43 044	33 894	36 918	35 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		37 518 \$	42 705 \$	37 518 \$	42 705 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, présentées à la note 5 des présents états financiers intermédiaires résumés. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur la période considérée et les périodes subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.



5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES EN VIGUEUR

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées de l'IASB. L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée susceptible d'avoir eu une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée susceptible d'avoir une incidence sur la Société à l'avenir sauf celles qui sont indiquées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces portant intérêt à des taux effectifs allant de 0,4 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,5 % à 4,4 %), et de certificats de placement garanti (CPG) portant intérêt à des taux de 0,9 % à 4,5 %.

Les échéances des obligations s'échelonnent de mars 2023 à juin 2027 et celles des CPG, de juin 2023 à mars 2027; la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans les tableaux ci-après :

	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	3 225 \$	2 134 \$
Partie non courante	17 518	18 466
Total	20 743 \$	20 600 \$

VALEUR COMPTABLE AU COÛT AMORTI	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Obligations des Provinces	6 146 \$	6 503 \$
Obligations du Canada (note 14)	1 001	1 001
Certificats de placement garanti	13 596	13 096
	20 743 \$	20 600 \$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d., des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

JUSTE VALEUR	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Obligations des Provinces	5 875 \$	6 344 \$
Obligations du Canada (note 14)	957	986
Certificats de placement garanti	13 787	13 155
	20 619 \$	20 485 \$

Au 31 décembre 2022	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	< Un an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations du Canada (note 14)	1,7 %	1,8 %	— \$	1 001 \$	1 001 \$
Obligations des Provinces	0,4 %-3 %	0,5 %-4,4 %	1 905	4 241	6 146
Certificats de placement garanti	0,9 %-4,5 %	0,9 %-4,5 %	1 320	12 276	13 596
			3 225 \$	17 518 \$	20 743 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Solde au 31 mars 2022	649 \$	1 327 \$	1 711 \$	3 687 \$
Acquisitions	—	72	82	154
Solde au 31 décembre 2022	649 \$	1 399 \$	1 793 \$	3 841 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2022	494 \$	815 \$	314 \$	1 623 \$
Amortissements	56	109	154	319
Solde au 31 décembre 2022	550 \$	924 \$	468 \$	1 942 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	155 \$	512 \$	1 397 \$	2 064 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2022	99 \$	475 \$	1 325 \$	1 899 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.



8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance-maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime égal à l'obligation au titre des prestations constituées.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2021-2022*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023.

Les montants comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat et résultat global de la période à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	1 900 \$	1 803 \$
Partie non courante	33 286	31 529
Total des avantages du personnel	35 186 \$	33 332 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2022	33 332 \$
Coût des services rendus au cours de la période	1 310
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	1 044
Primes au titre des avantages du personnel	(500)
Solde au 31 décembre 2022	35 186 \$

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Coût des services rendus au cours de la période	437 \$	509 \$	1 310 \$	1 525 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	348	330	1 044	989
Charge au titre des avantages du personnel	785 \$	839 \$	2 354 \$	2 514 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. La Société a un droit à paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux Accords sur les niveaux de service à forfait. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 31 décembre 2022								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	2 439 \$	1 144 \$	581 \$	471 \$	569 \$	893 \$	6 097 \$	
Québec	2 804	1 418	615	383	370	452	6 042	
Capitale nationale	1 729	3 504	1 520	137	118	427	7 435	
Ontario	3 336	1 143	794	556	1 099	578	7 506	
Pacifique*	2 273	1 161	239	260	173	198	4 304	
Ouest*	3 028	1 361	500	735	206	233	6 063	
Siège social	73	14	55	471	381	1	995	
Total des produits, par secteur d'activité	15 682 \$	9 745 \$	4 304 \$	3 013 \$	2 916 \$	2 782 \$	38 442 \$	



Trimestre clos le 31 décembre 2021								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	2 435 \$	1 304 \$	415 \$	432 \$	244 \$	681 \$	5 511 \$	
Québec	2 598	1 276	378	442	336	411	5 441	
Capitale nationale	1 305	3 371	1 675	78	114	444	6 987	
Ontario	3 143	1 368	708	571	1 632	539	7 961	
Pacifique*	2 132	1 022	50	199	200	210	3 812	
Ouest*	2 984	1 419	226	732	201	287	5 850	
Siège social	42	55	—	428	334	—	859	
Total des produits, par secteur d'activité	14 639 \$	9 815 \$	3 452 \$	2 882 \$	3 061 \$	2 572 \$	36 421 \$	

Période de neuf mois close le 31 décembre 2022								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	7 743 \$	3 291 \$	1 827 \$	1 463 \$	1 136 \$	2 544 \$	18 004 \$	
Québec	8 299	3 783	1 623	1 205	1 028	1 345	17 283	
Capitale nationale	5 312	10 535	4 949	428	271	1 481	22 975	
Ontario	10 471	3 667	2 595	1 710	3 240	1 860	23 543	
Pacifique*	6 893	3 229	681	754	477	553	12 587	
Ouest*	9 411	4 120	1 262	2 317	684	768	18 563	
Siège social	244	32	160	1 411	1 128	1	2 976	
Total des produits, par secteur d'activité	48 373 \$	28 657 \$	13 097 \$	9 288 \$	7 964 \$	8 552 \$	115 931 \$	

Période de neuf mois close le 31 décembre 2021								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	7 065 \$	4 328 \$	1 225 \$	1 305 \$	706 \$	1 653 \$		16 282 \$
Québec	7 665	3 752	1 173	1 216	954	1 163		15 923
Capitale nationale	3 586	10 194	5 016	223	359	1 307		20 685
Ontario	9 856	4 315	2 060	1 757	4 385	1 615		23 988
Pacifique*	6 466	2 825	157	690	550	588		11 276
Ouest*	8 898	4 397	834	2 389	658	704		17 880
Siège social	106	87	1	1 225	1 103	—		2 522
Total des produits, par secteur d'activité	43 642 \$	29 898 \$	10 466 \$	8 805 \$	8 715 \$	7 030 \$		108 556 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.



Les tableaux ci-après ventilent l'information sur les produits par région et par type de marché :

<i>PRODUITS HORAIRES</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Région				
Atlantique	1 407 \$	1 256 \$	4 097 \$	3 364 \$
Québec	1 955	1 967	5 311	5 566
Capitale nationale	6 191	6 264	19 547	17 700
Ontario	2 010	2 432	6 331	7 358
Pacifique*	1 320	1 375	4 181	3 980
Ouest*	1 279	1 187	3 761	3 573
Siège social	628	638	1 893	1 729
Total des produits horaires	14 790 \$	15 119 \$	45 121 \$	43 270 \$

<i>PRODUITS FORFAITAIRES</i>	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Région				
Atlantique	4 690 \$	4 255 \$	13 907 \$	12 918 \$
Québec	4 087	3 474	11 972	10 357
Capitale nationale	1 244	723	3 428	2 985
Ontario	5 496	5 529	17 212	16 630
Pacifique*	2 984	2 438	8 406	7 297
Ouest*	4 784	4 662	14 802	14 306
Siège social	367	221	1 083	793
Total des produits forfaitaires	23 652 \$	21 302 \$	70 810 \$	65 286 \$
Produits totaux	38 442 \$	36 421 \$	115 931 \$	108 556 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.

Au 31 décembre 2022, une tranche de 6 500 \$ (1 285 \$ au 31 mars 2022) des produits différés se rapportait à des obligations de prestation non satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé comme des produits au cours de la prochaine période de présentation de l'information. Les variations des produits différés pour la période de neuf mois sont présentées dans le tableau suivant :

	Période de neuf mois close le 31 décembre			
	2022		2021	
Solde à l'ouverture de la période	1 285	\$	—	\$
Comptabilisation des produits différés	(12)		—	
Montants facturés et produits différés	5 227		1 285	
Solde à la clôture de la période	6 500	\$	1 285	\$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Matériel informatique	556	\$ 19	581	\$ 26
Services infonuagiques	511	477	1 411	1 394
Entretien des logiciels	418	303	1 242	958
Formation et perfectionnement des employés	330	221	620	424
Charges opérationnelles liées aux installations louées	260	251	688	675
Services professionnels	199	468	906	1 059
Déplacement	193	13	416	19
Services, fournitures et matériel de bureau	185	148	490	304
Communications téléphoniques et données	166	200	565	589
Location d'équipement	139	298	688	807
Mobilier et équipement	115	67	140	158
Recrutement	96	11	161	61
Services et communications clients	92	61	320	281
Réinstallation de personnel	60	22	174	109
Accueil	56	12	101	23
Abonnements et adhésions	22	18	68	71
Autres	9	7	17	14
Affranchissement et transport de marchandises	8	6	21	20
Logiciels	3	40	74	98
Améliorations locatives	1	—	12	7
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	3 419	\$ 2 642	8 695	\$ 7 097



11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	48 \$	55 \$	149 \$	172 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	404 \$	58 \$	826 \$	164 \$
Produit d'intérêts sur les placements	121 \$	62 \$	321 \$	172 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	12 \$	(101) \$	12 \$	65 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 88 895 \$ au 31 décembre 2022 (75 997 \$ en mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit :

Au 31 décembre 2022	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 518 \$	— \$	37 518 \$
Placements	—	20 743	20 743
Créances clients	—	28 689	28 689
Autres créances	—	1 928	1 928
Autres actifs	—	17	17
Total des actifs financiers	37 518 \$	51 377 \$	88 895 \$

Au 31 mars 2022	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 918 \$	— \$	36 918 \$
Placements	—	20 600	20 600
Créances clients	—	16 676	16 676
Autres créances	—	1 793	1 793
Autres actifs	—	10	10
Total des actifs financiers	36 918 \$	39 079 \$	75 997 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des comptes fournisseurs et autres dettes diverses se chiffrait à 12 322 \$ au 31 décembre 2022 (6 251 \$ au 31 mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada.

Tous les comptes fournisseurs et autres créditeurs arrivent à échéance en moins de 6 mois. Les comptes fournisseurs et autres créditeurs comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas comprises dans les comptes fournisseurs et autres créditeurs. De plus, au 31 décembre 2022, les actifs financiers de la Société dépassaient ses passifs financiers de 76 573 \$ (69 746 \$ au 31 mars 2022).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les charges d'intérêts estimés :

Au 31 décembre 2022	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	≤ six mois
Fournisseurs et dettes diverses	12 322 \$	12 322 \$	12 322 \$
Passifs financiers	12 322 \$	12 322 \$	12 322 \$

Au 31 mars 2022	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	≤ six mois
Fournisseurs et dettes diverses	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$
Passifs financiers	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$

12.3 3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 31 décembre 2022, tous les placements (20 743 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (20 600 \$ au 31 mars 2022). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.



13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent les locaux à bureaux et les installations pour le matériel informatique (entrepôt de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2022	6 748 \$	285 \$	7 033 \$
Acquisitions	7	—	7
Amortissements	(962)	(30)	(992)
Solde au 31 décembre 2022	5 793 \$	255 \$	6 048 \$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	968 \$	1 278 \$
Partie non courante	5 499	6 135
Total des obligations locatives	6 467 \$	7 413 \$

Solde au 31 mars 2022	7 413 \$
Acquisitions	7
Paievements	(1 102)
Charges d'intérêts	149
Solde au 31 décembre 2022	6 467 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 31 décembre 2022 :

Pour le troisième trimestre, les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 260 \$, alors que les mêmes charges pour la même période de l'exercice précédent étaient de 251 \$. Les charges pour le cumul annuel jusqu'à ce jour étaient de 688 \$, tandis que les mêmes charges pour la même période de 2021-2022 étaient de 675 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 629 \$ pour le troisième trimestre (le montant pour la même période de 2021-2022 était de 615 \$). Cela

Un an ou moins	1 053 \$
De 1 à 2 ans	938 \$
De 2 à 5 ans	2 489 \$
Plus de 5 ans	2 578 \$
Total	7 058 \$

comprenait 321 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 309 \$). Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 1 790 \$ pour l'exercice à ce jour (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 1 858 \$). Cela comprenait 953 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 1 011 \$).

La Société a signé un contrat de location pour son nouveau Bureau régional du Pacifique le 30 août 2022. La location n'a pas encore commencé en raison des rénovations nécessaires avant d'occuper l'installation. La Société s'engage à respecter un bail de cinq ans avec un flux de trésorerie non actualisé de 591 \$.

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du troisième trimestre se chiffrent à 38 442 \$ comparativement à 36 421 \$ au cours de la même période en 2021-2022; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 115 931 \$, contre 108 556 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties liées qui sont incluses dans les créances clients et les comptes fournisseurs et dettes diverses, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	31 décembre 2022	31 mars 2022
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	26 591 \$	15 423 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 857	1 045
Centre de la sécurité des télécommunications	218	171
Services partagés Canada	23	37
	28 689 \$	16 676 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	—	7
Ministère de la Justice du Canada	268	393
	268 \$	400 \$



La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 310 \$ pour le troisième trimestre, contre 403 \$ pour la période correspondante de 2021-2022. Elles ont totalisé 731 \$ pour le cumul de l'exercice 2022-2023 à ce jour, contre 809 \$ pour la période correspondante de 2021-2022. Parmi ces charges, la Société a recouvré 304 \$ du MDN au troisième trimestre et 651 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour.

Conformément au *protocole d'entente* conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement

sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. La Société a réalisé des produits financiers de 5 \$ au cours du troisième trimestre et de 14 \$ depuis le début de l'exercice de l'obligation.

14.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants s'établit comme suit :

	Trimestre clos le 31 décembre		Période de neuf mois close le 31 décembre	
	2022	2021	2022	2021
Avantages à court terme	959 \$	1 004 \$	3 643 \$	3 195 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	124	129	499	428
	1 083 \$	1 133 \$	4 142 \$	3 623 \$

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2022, 12 réclamations étaient en cours, pour montant réclamé total de 14 557 \$. Ces réclamations étaient liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. Au 31 mars 2022, 15 réclamations étaient en cours, pour un montant réclamé total de 21 338 \$.

Conformément au *protocole d'entente* passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés

aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 31 décembre 2022, d'autres réclamations non liées au MDN, pour lesquelles la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne peut être estimée ou n'est pas probable pour le moment, étaient en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à ces réclamations au 31 décembre 2022.